



Témoignage oculaire de l'agonie de Julian Assange

Par [John Pilger](#)

Mondialisation.ca, 05 octobre 2020

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Le journaliste John Pilger a passé les trois dernières semaines à suivre le procès d'extradition de Julian Assange à Old Bailey, à Londres. Il s'est entretenu avec le rédacteur en chef d'Arena Online, Timothy Erik Ström :

Q : Après avoir assisté au procès de Julian Assange, pouvez-vous nous décrire l'atmosphère qui règne au tribunal ?

L'atmosphère qui règne actuellement est choquante. Je le dis sans hésitation ; j'ai siégé dans de nombreux tribunaux et j'ai rarement connu une telle corruption de la procédure ; c'est une véritable vengeance. Si l'on met de côté le rituel associé à la « justice britannique », il a parfois évoqué un simulacre de procès stalinien. Une différence est que dans les procès-spectacles, l'accusé se tenait devant le tribunal proprement dit. Dans le procès d'Assange, le défendeur était enfermé derrière une épaisse vitre et devait ramper à genoux jusqu'à une fente dans la vitre, sous la surveillance de son gardien, pour entrer en contact avec ses avocats. Son message, chuchoté à peine audible à travers des masques faciaux, a ensuite été transmis par un post-it le long du tribunal où ses avocats plaidaient contre son extradition vers un enfer américain.

Considérez cette routine quotidienne de Julian Assange, un Australien jugé pour journalisme de vérité. Il a été réveillé à cinq heures dans sa cellule à la prison de Belmarsh, dans la morne banlieue sud de Londres. La première fois que j'ai vu Julian à Belmarsh, après avoir passé une demi-heure de contrôle de « sécurité », y compris le museau d'un chien dans mon derrière, j'ai trouvé une silhouette affreusement mince, assise seule et portant un brassard jaune. Il avait perdu plus de 10 kilos en quelques mois ; ses bras n'avaient plus de muscles. Ses premiers mots ont été : Je crois que je perds la tête.

J'ai essayé de lui assurer que ce n'était pas le cas. Sa résilience et son courage sont formidables, mais il y a une limite. C'était il y a plus d'un an. Au cours des trois dernières semaines, avant l'aube, il a été fouillé, enchaîné et préparé pour être transporté à la Cour pénale centrale, la Old Bailey, dans un camion que sa partenaire, Stella Moris, a décrit comme un cercueil renversé. Il avait une petite fenêtre ; il devait se tenir debout de façon précaire pour regarder dehors. Le camion et ses gardes étaient exploités par Serco, l'une des nombreuses sociétés politiquement liées qui opèrent dans la majeure partie de la Grande-Bretagne de Boris Johnson.

Le voyage vers la Old Bailey durait au moins une heure et demie. C'est un minimum de trois heures passées chaque jour dans un trafic qui avance à une allure d'escargot. Il a été conduit dans sa cage étroite au fond de la cour, puis a levé les yeux, en clignant des yeux,

pour essayer de distinguer les visages dans la galerie publique à travers le reflet du verre. Il a vu la silhouette de son père, John Shipton, et moi, et nos poings se sont levés. À travers la vitre, il a tendu la main pour toucher les doigts de Stella, qui est avocate et qui est assise dans la salle.

Nous étions ici pour le summum de ce que le philosophe Guy Debord a appelé la Société du spectacle : un homme qui se bat pour sa vie. Pourtant, son crime est d'avoir accompli un service public héroïque : révéler ce que nous avons le droit de savoir : les mensonges de nos gouvernements et les crimes qu'ils commettent en notre nom. Sa création de WikiLeaks et sa protection des sources à toute épreuve ont révolutionné le journalisme, en le ramenant à la vision de ses idéalistes. La notion de journalisme libre d'Edmund Burke comme un quatrième pouvoir est maintenant un cinquième pouvoir qui met en lumière ceux qui rabaissent le sens même de la démocratie par leur secret criminel. C'est pourquoi sa punition est si sévère.

La partialité pure et simple des tribunaux dans lesquels j'ai siégé cette année et l'année dernière, avec Julian sur le banc des accusés, a entaché toute notion de justice britannique. Lorsque des policiers malhonnêtes l'ont traîné hors de son asile à l'ambassade équatorienne – regardez bien la photo et vous verrez qu'il tient un livre de Gore Vidal dans ses mains ; Assange a un humour politique similaire à celui de Vidal – un juge lui a infligé une peine scandaleuse de 50 semaines dans une prison de haute sécurité pour simple violation de la liberté sous caution.

Pendant des mois, il s'est vu refuser tout exercice physique et a été maintenu à l'isolement, déguisé en « soins de santé ». Il m'a dit un jour qu'il faisait des allers et retours dans sa cellule pour son propre semi-marathon. Dans la cellule voisine, l'occupant a hurlé toute la nuit. Au début, il a été privé de ses lunettes de lecture, abandonnées dans l'ambassade lors de l'arrestation. On lui a refusé les documents juridiques avec lesquels préparer son dossier, ainsi que l'accès à la bibliothèque de la prison et l'utilisation d'un ordinateur portable de base. Les livres qui lui avaient été envoyés par un ami, le journaliste Charles Glass, lui-même survivant de la prise d'otages à Beyrouth, ont été retournés. Il ne pouvait pas appeler ses avocats américains. Il a été constamment médicamenté par les autorités de la prison. Quand je lui ai demandé ce qu'ils lui donnaient, il n'a pas pu me répondre. Le gouverneur de Belmarsh a été décoré de l'Ordre de l'Empire britannique.

A l'Old Bailey, un des témoins médicaux experts, le Dr Kate Humphrey, neuropsychologue clinicienne à l'Imperial College de Londres, a décrit les dégâts : L'intellect de Julian était passé d'un niveau « supérieur, voire très supérieur » à un niveau « nettement inférieur » à ce niveau optimal, au point qu'il avait du mal à absorber l'information et à « fonctionner dans la moyenne inférieure ».

C'est ce que le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, le professeur Nils Melzer, appelle la « torture psychologique », résultat d'un « harcèlement collectif » par les gouvernements et leurs médias. Certaines des preuves médicales d'experts sont si choquantes que je n'ai pas l'intention de les répéter ici. Il suffit de dire qu'Assange est diagnostiqué autiste et atteint du syndrome d'Asperger et que, selon le professeur Michael Kopelman, l'un des plus grands neuropsychiatres du monde, il souffre de « préoccupations suicidaires » et trouvera probablement un moyen de se suicider s'il est extradé vers l'Amérique.

James Lewis QC, le procureur britannique, a passé la majeure partie de son contre-

interrogatoire sur le professeur Kopelman à rejeter la maladie mentale et ses dangers comme étant de la « simulation ». Je n'ai jamais entendu, dans un contexte moderne, une vision aussi primitive de la fragilité et de la vulnérabilité de l'homme.

Mon propre point de vue est que si Assange est libéré, il est probable qu'il récupère une partie substantielle de sa vie. Il a une partenaire aimante, des amis et des alliés dévoués et la force innée d'un prisonnier politique avec des principes. Il a également un sens de l'humour malicieux.

Mais on est encore loin du compte. Les moments de collusion entre le juge – ou le magistrat, une Vanessa Baraitser aux allures gothiques, dont on sait peu de choses – et le ministère public agissant pour le régime Trump ont été particulièrement éhontés. Jusqu'à ces derniers jours, les arguments de la défense ont été régulièrement rejetés. Le procureur principal, James Lewis QC, ex SAS et actuellement président de la Cour suprême des Malouines, obtient dans l'ensemble ce qu'il veut, notamment jusqu'à quatre heures pour dénigrer les témoins experts, tandis que l'interrogatoire de la défense est coupé au bout d'une demi-heure. Je ne doute pas que s'il y avait eu un jury, sa liberté serait assurée.

L'artiste dissident Ai Weiwei est venu nous rejoindre un matin dans la galerie publique. Il a fait remarquer qu'en Chine, la décision du juge aurait déjà été prise. Cela a provoqué un sombre amusement ironique. Mon compagnon dans la galerie, l'astucieux chroniqueur et ancien ambassadeur britannique [Craig Murray a écrit](#)[lien vers traduction]

Je crains que dans tout Londres, une pluie très forte ne tombe maintenant sur ceux qui, pendant toute une vie, ont travaillé au sein d'institutions de démocratie libérale qui, au moins largement et habituellement, fonctionnaient dans le cadre de la gouvernance de leurs propres principes professés. Dès le premier jour, il m'est apparu clairement que je suis en train de suivre une mascarade. Je ne suis pas du tout choqué que Baraitser pense que seuls les arguments d'ouverture écrits ont une importance quelconque. Je vous ai rapporté à maintes reprises que, lorsque des décisions doivent être rendues, elle les a présentées au tribunal sous forme pré-écrite, avant d'entendre les arguments qui lui sont présentés.

Je suis convaincu que la décision finale a déjà été prise dans cette affaire avant même que les plaidoiries ne soient entendues.

Le plan du gouvernement américain a toujours été de limiter les informations disponibles au public et de limiter l'accès du public plus large aux informations disponibles. Nous avons ainsi vu les restrictions extrêmes imposées à l'accès physique et vidéo. La complicité des grands médias a fait en sorte que ceux d'entre nous qui savent ce qui se passe sont très peu nombreux dans la population en général.

Il y a peu de comptes rendus des débats. Ce sont : Le blog personnel [de Craig Murray](#), le reportage en direct de Joe Lauria sur Consortium News et le [site web du World Socialist](#). Le blog du journaliste américain Kevin Gosztola, [Shadowproof](#), financé en grande partie par lui-même, a fait plus de reportages sur le procès que la presse et la télévision américaines, y compris CNN, réunies. [de même que l'incontournable... [Le Grand Soir](#) – NdT]

En Australie, pays d'origine d'Assange, la « couverture » suit une formule familière établie à l'étranger. Le correspondant londonien du *Sydney Morning Herald*, Latika Bourke, l'a [écrit récemment](#) :

Le tribunal a appris qu'Assange était devenu dépressif pendant les sept années qu'il a passées à l'ambassade équatorienne où il a demandé l'asile politique pour échapper à l'extradition vers la Suède afin de répondre aux accusations de viol et d'agression sexuelle.

Il n'y a pas eu d'accusations de viol et d'agression sexuelle en Suède. La paresse de Latika Bourke n'est pas exceptionnelle. Si le procès Assange est le procès politique du siècle, comme je le crois, son issue ne scellera pas seulement le sort d'un journaliste qui fait son travail, mais intimidera les principes mêmes de la liberté de journalisme et de la liberté d'expression. L'absence d'un compte-rendu sérieux du procès est, à tout le moins, autodestructrice. Les journalistes devraient se demander : qui est le prochain ?

Tout cela est une honte. Il y a dix ans, le Guardian a exploité l'œuvre d'Assange, en a revendiqué les bénéfices et les prix ainsi qu'un lucratif contrat hollywoodien, puis s'est retourné contre lui avec du venin. Tout au long du procès, deux noms ont été cités par l'accusation, celui de David Leigh du Guardian, aujourd'hui à la retraite en tant que « rédacteur des enquêtes », et celui de Luke Harding, le Russophobe et auteur d'un « scoop » fictif du Guardian qui prétend que le conseiller du Trump, Paul Manafort, et un groupe de Russes ont rendu visite à Assange à l'ambassade d'Équateur. Cela ne s'est jamais produit et le Guardian n'a toujours pas présenté d'excuses. Le livre de Harding et Leigh sur Assange - écrit dans le dos de leur sujet - a révélé un mot de passe secret pour un fichier WikiLeaks qu'Assange avait confié à Leigh lors du « partenariat » du Guardian. Il est difficile de comprendre pourquoi la défense n'a pas appelé ce duo.

Assange est cité dans leur livre déclarant, lors d'un dîner dans un restaurant londonien, qu'il se moquait de savoir si les informateurs cités dans les fuites avaient subi un préjudice. Ni Harding ni Leigh n'étaient présents au dîner. John Goetz, un journaliste d'investigation de *Der Spiegel*, était présent au dîner et a témoigné qu'Assange n'avait rien dit de tel. Incroyablement, le juge Baraitser a empêché Goetz de dire cela au tribunal.

Cependant, la défense a réussi à démontrer dans quelle mesure Assange a cherché à protéger et à expurger les noms dans les dossiers publiés par WikiLeaks et qu'il n'existait aucune preuve crédible de personnes lésées par les fuites. Le grand lanceur d'alerte Daniel Ellsberg a déclaré qu'Assange avait personnellement expurgé 15 000 dossiers. Le célèbre journaliste d'investigation néo-zélandais Nicky Hager, qui a travaillé avec Assange sur les fuites de guerre en Afghanistan et en Irak, a décrit comment Assange a pris « des précautions extraordinaires pour expurger les noms des informateurs ».

Q : Quelles sont les implications du verdict de ce procès pour le journalisme au sens large - est-ce un présage de choses à venir ?

L'« effet Assange » se fait déjà sentir dans le monde entier. S'ils déplaisent au régime de Washington, les journalistes d'investigation sont passibles de poursuites en vertu de la loi américaine sur l'espionnage de 1917 ; le précédent est frappant. Peu importe où vous êtes. Pour Washington, la nationalité et la souveraineté des autres peuples importaient rarement ; aujourd'hui, elles n'existent plus. La Grande-Bretagne a effectivement cédé sa juridiction au ministère de la justice corrompu de Trump. En Australie, une loi sur la sécurité nationale de l'information promet des procès kafkaïens pour les transgresseurs. L'*Australian Broadcasting Corporation* [Télévision nationale australienne - NdT] a fait l'objet d'une descente de police et les ordinateurs des journalistes ont été confisqués. Le gouvernement a donné des pouvoirs sans précédent aux agents des services de renseignement, rendant la

dénonciation journalistique presque impossible. Le Premier ministre Scott Morrison a déclaré qu'Assange « doit assumer la responsabilité ».

« Le mal », a écrit Hannah Arendt, « vient d'un manque de réflexion. Il défie la pensée car dès que la pensée tente de se confronter au mal et d'examiner les prémisses et les principes dont il est issu, elle est frustrée parce qu'elle n'y trouve rien. C'est la banalité du mal ».

Q : Ayant suivi de près l'histoire de WikiLeaks pendant une décennie, comment cette expérience de témoin oculaire a-t-elle modifié votre compréhension des enjeux du procès d'Assange ?

J'ai longtemps été un critique du journalisme qui n'est que l'écho d'un pouvoir qui n'a pas de comptes à rendre et un défenseur d'un journalisme qui nous éclaire. Pour moi, l'arrivée de WikiLeaks fut donc un évènement passionnant ; j'ai admiré la façon dont Assange considérait le public avec respect, qu'il était prêt à partager son travail avec le « courant dominant » mais pas à rejoindre leur club de complices. Cette attitude, ainsi qu'une jalousie à fleur de peau, lui ont fait des ennemis parmi les surpayés et les sous-doués, incertains quant à leurs prétentions d'indépendance et d'impartialité.

J'admiraï la dimension morale de WikiLeaks. Assange a rarement été interrogé à ce sujet, mais une grande partie de son énergie remarquable provient d'un sens moral puissant selon lequel les gouvernements et autres intérêts particuliers ne devraient pas agir derrière des murs de secret. C'est un démocrate. Il l'a expliqué lors d'une de nos [premières interviews chez moi](#) en 2010.

Ce qui est en jeu pour le reste d'entre nous l'est depuis longtemps : la liberté de demander des comptes à l'autorité, la liberté de contester, de crier à l'hypocrisie, de manifester sa dissidence. La différence aujourd'hui est que la puissance impériale du monde, les États-Unis, n'a jamais été aussi inquiète de son autorité métastatique qu'elle ne l'est aujourd'hui. Comme une voyou qui s'agite, elle nous précipitera vers une guerre mondiale si nous la laissons faire. Les médias ne reflètent guère cette menace.

WikiLeaks, en revanche, nous a permis d'entrevoir une marche impériale effrénée à travers des sociétés entières – pensez au carnage en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Syrie, au Yémen, pour n'en citer que quelques-uns, à la dépossession de 37 millions de personnes et à la mort de 12 millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans la « guerre contre le terrorisme » – la plupart derrière une façade de mensonges.

Julian Assange est une menace pour ces horreurs récurrentes – c'est pourquoi il est persécuté, pourquoi une cour de justice est devenue un instrument d'oppression, pourquoi il devrait être notre conscience collective : pourquoi nous devrions tous être cette menace.

La décision du juge sera connue le 4 janvier.

John Pilger

Article original en anglais :



[Eyewitness to the Agony of Julian Assange](#), le 2 octobre 2020

Traduction par VD pour [le Grand Soir](#)

Image en vedette : [Snopes.com](#)

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](#)

Copyright © [John Pilger](#), [Mondialisation.ca](#), 2020

Articles Par : [John Pilger](#)

A propos :

John Pilger is an award-winning journalist and filmmaker whose articles and documentaries have been published worldwide. For more information on John Pilger, visit his website at www.johnpilger.com

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca